ÉLECTIONS LÉGISLATIVES



SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE COGNAC



Electeurs, Electrices, Mes Chers Amis,

Quinze mois à peine nous séparent des dernières élections. Ce court délai me dispense de traiter à nouveau longuement les problèmes de notre arrondissement, de rappeler ma volonté de poursuivre mes efforts en vue de ses équipements, de son développement économique, de sa prospérité.

Les services rendus depuis de nombreuses années me permettent de me présenter à nouveau devant vous avec la conscience tranquille.

Ce qui est entrepris depuis 18 mois, à travers "Charente 80" et le bureau départemental d'expansion, me permet de vous dire que, si vous me renouvelez votre confiance, nous allons pouvoir mettre en œuvre, ensemble, des projets essentiels pour l'avenir, les créations d'emploi, l'amélioration générale du niveau de vie.

Dans les responsabilités qui m'ont été confiées par tous, je m'y emploierai de mon mieux.

Sur le plan viticole et du Cognac, je souhaite que les travaux importants de la S. A. R. E. S. conduisent à la définition de nouveaux rapports entre Producteurs et Négociants, pour des raisons matérielles, et plus encore, pour l'amélioration des rapports humains et un meilleur respect de la dignité de tous. Je suis prêt à apporter mon concours actif à cette réforme nécessaire.

Mais les problèmes de notre région, aussi importants qu'ils soient, sont désormais affectés par la situation grave qui découle des dramatiques évènements du mois de Mai. Leur étendue, leur violence, la difficulté d'y mettre un terme, démontrent la profondeur du malaise qui touche une grande partie de la nation et établit la responsabilité de ceux qui gouvernent depuis de nombreuses années et qui n'ont su, ni le comprendre, ni lui apporter des remèdes en temps voulu.

Devant une telle situation, on ne peut qu'être inquiet et choqué, de voir qu'on s'efforce de couper le peuple français en deux moitiés, hostiles et affrontées l'une à l'autre.

Le devoir et l'intérêt national exigent, au contraire, que soient recherchées en commun, une fois écartées et réduites les factions du trouble et de la violence, dans un esprit d'unité nationale, les vraies solutions aux problèmes qui se posent à la nation.

Des réformes peuvent, seules, faire l'économie d'une révolution. Elles ne seront pas menées à bien par un gouvernement de partisans, de quelque bord qu'il soit. Elles exigent le respect de la légalité.

Elles exigent que le gouvernement ne soit pas, après les élections, le même que celui qui était en place avant, parce qu'il n'a pas la confiance de tous ceux qui aspirent aux réformes et aux changements.

Il serait risible que Cognac envoie au Parlement un député U. N. R., ce qu'il a refusé de faire trois fois de suite, lorsque le système était triomphant, alors qu'il se révèle aujourd'hui incapable de préserver l'ordre public et plus encore de le rétablir.

Conforter la majorité sortante, ce serait préparer pour demain des évènements plus graves encore que ceux que nous avons connus.

Le gouvernement de demain doit être celui des Républicains de progrès dans l'ordre. Il devra faire face à l'inflation et au chômage qui menacent et faire en sorte que les augmentations de salaires ne soient pas absorbées par la hausse des prix. Il devra défendre le niveau de vie des agriculteurs, perpétuellement menacé par la suppression des indexations que j'avais établies.

Il devra enfin mettre en œuvre les réformes que le pays réclame et dont le refus a provoqué l'explosion de Mai.

Ces réformes devront s'inspirer d'un principe : donner à chacun la responsabilité et la dignité auxquelles il a droit dans notre Société. Pour celà il faudra tourner le dos à tout ce qui s'est fait depuis 10 ans.

Renoncer au pouvoir personnel, abolir la centralisation en redonnant leur rôle aux corps intermédiaires, décentraliser les industries, remettre les technocrates à leur place, établir de nouveaux rapports dans la vie économique, transformer l'Université, bref, créer la démocratie moderne, restaurer le dialogue qu'on s'est acharné à supprimer.

Si l'on avait compris plus tôt que la France d'aujourd'hui ne peut pas être gouvernée comme celle de l'Ancien Régime, on n'en serait pas venu où nous en sommes.

Les procès d'intention qui me sont faits à l'occasion de la présente campagne par des hommes qui, par ailleurs, ne tarissent pas d'éloges personnels à mon sujet, pourraient être accueillis par vous si vous ne me connaissiez pas depuis si longtemps.

Mon appartenance politique est bien connue. Elle n'a pas changé depuis 22 ans. Ma position politique n'a pas changé non plus. Je m'oppose à la dictature, de gauche comme de droite. Je refuse le choix entre une république sud-américaine et la dictature de classe, choix stupide auquel nous conduirait inéluctablement le prolongement du système actuel. Le salut est dans une troisième voie.

Vous tous qui, si nombreux, pensez comme moi, je vous demande de me faire confiance pour défendre cette cause qui est la vôtre, celle de la paix civile, de l'ordre et de la liberté.

FÉLIX GAILLARD

Député Sortant
Conseiller Général de la Charente
Président de l'Office Départemental d'H. L. M.
Vice-Président de la Caisse de Crédit Agricole
Président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes
Membre du Conseil de l'Université de Poitiers
Ancien Président du Conseil des Ministres

JEAN LAFON

Remplaçant éventuel
Directeur de la Station Viticole de Cognac
Ingénieur Agricole — Licencié ès-sciences
Conseiller Municipal de Cognac
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-45

LITHO NOUVELLE - COGNAC